



Icône de la chanson patriotique

RABAH DERIASSA TIRE SA RÉVÉRENCE

Page 11

LE JEUNE

N° 7112 – SAMEDI 9 OCTOBRE 2021

INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net

Pomme de terre
LANCEMENT
D'UNE OPÉRATION
DE DÉSTOCKAGE

Page 2

SUITE AUX PROPOS DE MACRON

DES OPÉRATEURS ALGÉRIENS GÈLENT LEUR PARTENARIAT AVEC LA FRANCE



L'onde de choc provoquée par les dernières déclarations du président Français, Emmanuel Macron, lesquelles ont été très mal perçues dans le sud de la Méditerranée, n'a pas laissé indifférents les habitants de la région des Aurès, berceau des révolutionnaires du 1er novembre 1954 notamment les opérateurs privés.

Page 3

LE PRÉSCOLAIRE DANS LES ÉCOLES ALGÉRIENNES

De gros moyens et une réflexion à engager

Page 2

AUTISME À ANNABA

Des parents exigent des centres spécialisés

Page 5

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Le débit internet revu à la hausse

Page 16



REBOISEMENT À MÉDÉA

Formation à l'importance des forêts

UNE JOURNÉE de formation et de sensibilisation sur le reboisement a été organisée, mercredi, par la conservation des forêts de la wilaya de Médéa dans la perspective de la mise en œuvre du plan opérationnel de la campagne de reboisement 2021/2022 et suite à l'instruction du ministre de l'Agriculture et du développement rural portant intégration des associations et organisations professionnelles. Abrisée par le centre culturel islamique de Médéa, en présence des cadres, des chefs de circonscriptions et des agents de terrain des forêts, ainsi que des cadres de la station de recherche forestière de Médéa, la journée a été animée par M. Mohamed Sebadji, directeur général de l'Institut national de recherche forestière (INRF).

Les thématiques développées ont permis de passer en revue l'importance des forêts pour la sécurité alimentaire et hydrique et les «techniques de reboisement», sujets choisis en vue du lancement de la campagne de reboisement afin de reconstituer le patrimoine forestier, notamment dans les zones ayant été ciblées par les actes criminels.

Dans son déroulé relatif à l'importance des forêts pour la sécurité alimentaire et hydrique, l'intervenant a mis en exergue les visions et l'intérêt que représente la forêt et son usage pour le forestier, le visiteur, le riverain, le chercheur, d'une part, et les différentes techniques appropriées en vue d'une bonne reprise des plants mis en terre jusqu'à la 2^e année.

Pour ce faire, les interventions se sont focalisées sur les conditions à mettre en place pour «la réalisation et la réhabilitation des forêts incendiées ainsi que les autres espaces exposés au phénomène de l'érosion du sol et touchant les infrastructures hydrauliques, notamment les barrages et les retenues collinaires», selon M. Salem, chef de service de la protection de la faune et de la flore.

L'opération de reboisement ayant également pour but de prendre en charge l'aspect économique par la mise en œuvre des opérations de plantations et de réhabilitation des vergers arboricoles touchés par les incendies, ainsi que la protection contre l'érosion pour la préservation des superficies agricoles et forestières, des constructions et habitations, des équipements infrastructurels (routes et voies ferrées), ainsi que le maintien de la biodiversité (faune et flore), etc.

La journée de formation a été l'occasion d'impliquer les associations activant dans le domaine de l'environnement dans la campagne de reboisement 2021/2022 en leur donnant les éléments techniques en matière de mise en terre et d'entretien des plants dans les conditions de manque de précipitations.

Nabil B.

LE PRÉSCOLAIRE DANS LES ÉCOLES ALGÉRIENNES

De gros moyens et une réflexion à engager

La généralisation du préscolaire dans les écoles algériennes n'a pas été accompagnée de mesures de facilitation d'intégration des enfants dans le monde scolaire. Ce qui ne facilite pas l'intégration graduelle de l'enfant dans le milieu scolaire, objectif pourtant principal du préscolaire.



La prise en charge de l'enfant dans le préscolaire se fait, en effet, dans des conditions difficiles alors qu'ailleurs, le préscolaire est devenu un espace de socialisation de la petite enfance. En effet, parmi les objectifs assignés à cette rude tâche, on retrouve la socialisation et l'épanouissement de l'enfant, tout en consacrant une partie des activités aux apprentissages de base, et ce afin de préparer l'enfant à une intégration facile à l'enseignement du cycle primaire.

Pour la wilaya de Blida, *le Jeune Indépendant* a pris comme exemple le préscolaire dans la ville de Boufarik, où le nombre d'inscrits en classe préparatoire est de 967 enfants, répartis sur 32 groupes pédagogiques préparatoires, et ce dans 22 écoles primaires. Une classe préparatoire peut contenir de 25 à 30 élèves qui sont

encadrés par une enseignante expérimentée jouant le rôle d'une maman «pédagogue». Naïma, une jeune maman accompagnant son fils d'à peine 5 ans, nous confie : «J'ai un pincement au cœur lorsque je le quitte devant sa classe bien qu'il soit entre de bonnes mains et que l'institutrice joue très bien son rôle de deuxième maman, mais reste que l'instinct maternel prime.» Pour la majorité d'entre elles, les classes sont dotées de petites tables et de chaises de toutes les couleurs, disposées en forme de U, d'une télévision, d'un micro-ordinateur ainsi que de deux à trois grandes armoires afin que chaque enfant y dépose son sac de toilette et la serviette qui sont nécessaires, même pour l'enseignante qui doit donner l'exemple.

«Tout ce que j'entreprends avec mes élèves sont les rudiments scolaires et ceux de la

vie quotidienne, en suivant le manuel scolaire édité pour cette circonstance. Cela est accompagné de nombreuses activités pour enfants afin de développer chez eux l'écoute et le parler», a expliqué une enseignante d'une classe préparatoire.

«Les bambins sont libres de se déplacer en classe. Ils peuvent bouger sans contrainte, et une heure et demie après, ils passent aux toilettes, sac de toilette et serviette à la main, avant de prendre leur goûter», a-t-elle ajouté.

L'élargissement de l'éducation préscolaire est à même de résoudre le problème des inscriptions dérogatoires.

En effet, l'enfant, à l'âge de 5 ans, est enclin à apprendre, et son inscription en première année primaire ne constitue pas une solution pédagogique.

T. Bouhamidi

DANS LE BUT DE STABILISER LE MARCHÉ

Lancement d'une opération de déstockage de pomme de terre

POUR TENTER de stabiliser le marché, le ministère de l'Agriculture intervient par une nouvelle opération de déstockage de pomme de terre dont les prix ont connu une forte hausse depuis quelques semaines.

Proposé à 100 DA, ce produit de large consommation est transformé en un produit de luxe. Outre la spéculation, la flambée des prix de la pomme de terre est aussi causée par la réduction de l'offre sur le marché durant la période intermédiaire entre les périodes de production. Afin de stabiliser l'approvisionnement du marché, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a lancé une opération de déstockage de la pomme de terre. Dans un communiqué, le ministère de l'Agriculture a fait savoir qu'à travers l'Office national interprofessionnel des légumes et

viandes (ONILEV), il a été procédé, jeudi passé, au déstockage de la pomme de terre stockée dans le cadre du système de régulation des produits agricoles de large consommation. Cela, précise-t-on, dans le cadre de la régulation du marché pendant la période de soudure (période intermédiaire entre deux périodes de production). Le département de l'Agriculture a affirmé que la première opération s'est effectuée au niveau de la wilaya de Mila. Une opération qui se poursuivra au fur et à mesure pour toucher d'autres wilayas afin d'alimenter les marchés de gros, selon les explications du ministère qui a rappelé que le déstockage des produits agricoles de large consommation, comme la pomme de terre, l'ail et l'oignon, obéit à des conditions techniques.

«Outre la préservation des revenus des producteurs, ce système a pour objectif de stabiliser l'approvisionnement du marché de ces produits», a-t-on assuré. Le ministère a, en outre, expliqué que pour ce qui est de la pomme de terre, l'opération de déstockage est effectuée de la mi-octobre à la mi-novembre (période de soudure) lorsque la récolte de la pomme de terre fraîche commence à diminuer sur les parcelles, et ce afin d'assurer l'approvisionnement régulier du marché. L'entrée sur le marché de la pomme de terre d'arrière-saison débutera à la fin du mois de novembre et se poursuivra jusqu'au mois d'avril.

Avec l'approvisionnement du marché en quantités suffisantes de ce «précieux tubercule», une baisse des prix est attendue ces prochains jours, sachant que le

prix de la pomme de terre, comme d'autres produits agricoles, a connu une forte hausse, et ce depuis des semaines. Il convient de rappeler que la pomme de terre fait souvent l'objet de spéculation. D'importantes quantités de ce produit de large consommation, stockées dans des chambres froides, ont été saisies par des équipes mixtes (services de sécurité et Direction du commerce) dans plusieurs wilayas du pays.

Pour lutter contre ce phénomène, les ministères de l'Agriculture et du Commerce ont installé une commission interministérielle visant à coordonner l'action au niveau des secrétaires généraux pour lutter contre la spéculation et la monopolisation ayant récemment marqué le marché.

Lilia Ait Akli

SUITE AUX PROPOS DE MACRON

Des opérateurs algériens gèlent leur partenariat avec la France

L'onde de choc provoquée par les dernières déclarations du président Français, Emmanuel Macron, lesquelles ont été très mal perçues dans le sud de la Méditerranée, n'a pas laissé indifférents les habitants de la région des Aurès, berceau des révolutionnaires du 1^{er} novembre 1954 notamment les opérateurs privés.

Une vingtaine d'opérateurs économiques de la région de Batna ont annoncé, jeudi dernier, leur volonté de geler des projets de partenariat avec des entreprises françaises. L'initiative a été lancée par le propriétaire du Groupe BenBellat, spécialisé dans la fabrication de matériaux de construction, produits agricoles et équipements hydrauliques. La réunion de concertation tenue à Batna a réuni une vingtaine d'opérateurs de la région, et ce dans le but d'une réaction unifiée des hommes d'affaire batnéens à la suite des déclarations «inappropriées» du président français, qualifiées aussi de «calomnieuses à l'encontre de la mémoire collective du peuple algérien».

Les récents développements dans les relations bilatérales entre l'Algérie et la France, du moins dans leur volet politique, semblent prendre une autre tournure, loin de la capitale, bastion du pouvoir. Un signal fort est donc venu du pays profond, et les initiateurs semblent vouloir envoyer un message franc à l'auteur de ce qui a été qualifié de «dérapage d'un chef d'Etat et d'immixtion dans les affaires intérieures algériennes». Versés dans les secteurs de la pharmacie, de l'agroalimentaire, de l'hydraulique, de l'habitat et autres



équipements industriels, les opérateurs de la région des Aurès se sont ainsi réunis pour se concerter sur les voies à emprunter afin de donner «une réplique à la position intransigeante des hautes autorités du pays» quant au refus de toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires algériennes.

Interrogé par le *Jeune Indépendant* sur l'inopportunité d'une telle décision, laquelle pourrait nuire aux multiples coopérations avec les opérateurs étrangers de manière générale, l'un

des opérateurs a expliqué que «les projets visés n'ont pas encore été entamés et que, par conséquent, aucun d'eux n'a encore été concrétisé».

Il a ajouté que la décision se limite aux projets de partenariat non encore réalisés et que ceux entamés ne font l'objet d'aucune remise en cause, d'autant que des cahiers des charges liant sous contrat les parties concernées ne peuvent, en aucun cas, être remis en question. Le propriétaire du Groupe BenBellat a expliqué, pour sa

part, que la décision n'a aucune visée politique puisque «personnellement», il n'est nullement intéressé par un poste politique. Selon lui, la décision des industriels aurésiens obéit au seul principe «La dignité passe avant le pain». Il a précisé, en outre, avoir gelé quatre conventions en voie de finalisation avec des entreprises françaises versées dans l'équipement agricole, projets qu'il évalue à quelques millions d'euros. Le patron du groupe a ajouté que la valeur globale de la coopération entre les opérateurs économiques de la région et des entreprises françaises avoisinerait le milliard d'euros. Ces partenariats touchent essentiellement des produits et équipements industriels, agricoles, les travaux publics et l'hydraulique.

Par ailleurs, les initiateurs de ce boycott n'écartent pas le fait que leur initiative puisse s'étendre à d'autres régions du pays.

Cependant, certains écartent cette éventualité du fait que pareille décision pourrait aussi nuire à l'image, à l'attractivité et, surtout, à la crédibilité de l'Algérie en tant que terre d'accueil des investissements étranger futurs, d'autant qu'en haut lieu, l'on tente de définir de nouvelles mesures du plan de relance économique.

A. Ferdi

PROPOS DU PRÉSIDENT FRANÇAIS

Lamamra : «Une grave erreur»

LE MINISTRE des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, est revenu, encore une fois, sur les propos du président français, Emmanuel Macron, sur l'Algérie, les qualifiant de «grave erreur».

Interrogé avant-hier en marge de la troisième réunion Afrique-Italie, par l'agence de presse turque Anadolu, sur les déclarations d'Emmanuel Macron à propos de la question mémorielle et sur l'histoire de la nation algérienne, Ramtane Lamamra a déclaré : «Nous avons répondu comme nous devrions répondre, très fermement et très fermement.» Il a affirmé, dans ce contexte, que l'Algérie rejette toute ingérence dans ses affaires internes.

Il s'agit d'une question qui concerne le peuple algérien, seul qualifié à s'élever contre ces propos hostiles et «défendre collectivement notre indépendance et notre souveraineté face à ce que nous considérons comme une grave erreur de la part des autorités françaises», a précisé le chef de la diplomatie algérienne.

«Nous faisons comprendre à tous les partenaires, et en particulier la France, que l'Algérie ne peut pas compromettre sa dignité pour la coopération et l'Algérie ne peut accepter aucune interférence dans ses

affaires internes», a souligné M. Lamamra, reconnaissant que l'histoire de l'Algérie avec la France est «complexe et difficile». Le ministre a estimé, par ailleurs, que «quelle que soit la crise que traversent les relations algéro-françaises, elle n'aura pas d'impact sur les relations de l'Algérie avec des pays frères comme la Turquie».

Pour rappel, M. Lamamra avait dénoncé mardi dernier, en des termes clairs, ces déclarations, lors de sa courte visite officielle à Bamako, au Mali, en les qualifiant de «faillite mémorielle», appelant la France officielle à décoloniser son histoire. «Nos partenaires étrangers ont besoin de décoloniser leur propre histoire», a déclaré le chef de la diplomatie algérienne. «Ils ont besoin de se libérer de certaines attitudes, de certains comportements, de certaines visions qui sont intrinsèquement liées à la logique incohérente portée par la prétendue mission civilisatrice de l'Occident», a-t-il poursuivi.

Cette «prétendue mission civilisatrice» a été la «couverture idéologique pour essayer de faire passer le crime contre l'humanité qu'a été la colonisation de l'Algérie, du Mali et de tant de peuples africains», a encore rappelé M. Lamamra. Le ministre des Affaires étrangères a jugé «prioritaire»

cette décolonisation qui «doit s'opérer aujourd'hui». Les propos d'Emmanuel Macron «trahissent» une «faillite mémorielle», a-t-il dit. «Cette faillite mémorielle est malheureusement intergénérationnelle chez un certain nombre d'acteurs de la vie politique française, parfois aux niveaux les plus élevés», a regretté le chef de la diplomatie algérienne.

Cette «faillite mémorielle» pousse les relations de la «France officielle avec certains de nos pays dans des situations de crise malencontreuses», a regretté encore M. Lamamra, qui a donné sa vision de la relation franco-algérienne, et au-delà des rapports que la France doit entretenir avec ses ex-colonies africaines.

M. Lamamra a estimé que «l'assainissement» des relations avec la France passe par un «respect mutuel inconditionnel, un respect de notre souveraineté, de notre indépendance de décision», par «l'acceptation d'un partenariat sur une base de stricte égalité».

Mardi dernier, le président français, Emmanuel Macron a joué à l'apaisement, faisant machine arrière par rapport à ses propos tenus le 30 septembre contre les institutions algériennes.

Mohamed Kouini

SAHARA OCCIDENTAL

L'Algérie appelle à des négociations entre le Polisario et le Maroc

L'ALGÉRIE a enregistré avec «intérêt» la nomination de Staffan De Mistura au poste d'envoyé spécial du SG de l'ONU pour le Sahara occidental, appelant à des négociations entre le Polisario et l'occupant marocain. Nommé officiellement en tant qu'envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental, après plus de deux ans de vacance de ce poste, le diplomate italo-suédois va prendre en main le dossier alors que l'occupant marocain a violé l'accord de cessez-le-feu de 1991 en annexant la localité de Guerguerat.

La tension dans le territoire occupé s'est accentuée en novembre 2020 lorsque les forces marocaines d'occupation ont ouvert le feu contre des civils sahraouis qui manifestaient pacifiquement au poste frontalier de Guerguerat. En réaction à cette attaque, le Front Polisario a décidé de se retirer de l'accord de cessez-le-feu signé avec le Maroc en 1991. L'armée sahraouie a multiplié les attaques contre les positions de l'armée marocaine. Cette situation a été aggravée par la décision unilatérale de l'ex-président américain Donald Trump en décembre 2020 de reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, un territoire classé non autonome par l'ONU.

La nomination de De Mistura a été saluée par le Front Polisario. L'Algérie a réagi via le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Noureddine Sidi Abed, ce jeudi, faisant part de son «intérêt» à la nomination de Mistura, tout en réclamant la «démilitarisation» du poste frontalier de Guerguerat qui est occupé par les forces marocaines depuis novembre 2020.

L'Algérie a déploré «profondément» le retard de 28 mois, «imputable à la partie marocaine», pour le remplacement de l'Allemand Horst Kohler au poste d'envoyé spécial du SG de l'ONU au Sahara occidental, dont la démission était intervenue en mai 2019. M. Kohler avait démissionné de ce poste en mai 2019.

L'Algérie note que la nomination de De Mistura intervient dans un contexte «fortement dégradé» et «porteur de risques, car marqué par la reprise des hostilités suite à la rupture brutale du cessez-le-feu par les forces d'occupation marocaines qui se maintiennent illégalement, depuis le 13 novembre 2020, dans la zone tampon au niveau de Guerguerat, en violation flagrante des accords militaires, signés par les deux parties et endossés par le Conseil de sécurité», a poursuivi le porte-parole du département de Ramtane Lamamra.

Après avoir exprimé son «intérêt» pour la nomination de De Mistura, et rappelé le contexte «fortement dégradé» dans la région, le porte-parole du département de Ramtane Lamamra a tracé la voie que doit suivre le nouvel envoyé spécial pour réussir là où ses prédécesseurs ont tous échoué. Pour l'Algérie la «démilitarisation» de la zone de Guerguerat, qui a été «consacrée par les accords en question, est la pierre angulaire de tout processus politique crédible visant à trouver une solution pacifique au conflit», a indiqué le porte-parole du MAE.

Tout en louant les «qualités personnelles» et «professionnelles reconnues» et «appréciées» de M. De Mistura, l'Algérie lui apporte son soutien et appelle à des négociations directs entre le Front Polisario et le Maroc pour régler le conflit au Sahara occidental.

S. O. B.

APPROVISIONNEMENT EN MÉDICAMENTS

Installation d'un groupe de travail intersectoriel

Un groupe de travail intersectoriel pour la prise en charge de la problématique d'approvisionnement du marché national en médicaments, notamment en produits d'oncologie, a été officiellement installé jeudi par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, indique un communiqué du ministère.

«Conformément aux instructions de monsieur le Premier ministre relatives à l'approvisionnement du marché national en médicaments, notamment en produits d'oncologie, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a procédé jeudi à l'installation officielle d'un groupe de travail intersectoriel, composé de représentants du ministère de l'Industrie pharmaceutique, du ministère de la Santé, de la Pharmacie centrale des Hôpitaux (PCH), de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), du Groupe Sidal et de représentants des opérateurs pharmaceutiques», selon le communiqué.

Installé auprès du ministère de l'Industrie pharmaceutique, ce groupe de travail «est chargé de l'examen et de l'enrichissement des propositions des secteurs de l'Industrie pharmaceutique et de la Santé à même de prendre en charge la problématique de l'approvisionnement pour ces médicaments», relève-t-on.

Selon le communiqué, les travaux des différentes réunions «devront être sanctionnés par l'élaboration de recommandations et d'un rapport devant être transmis au Premier ministre». Dans son allocution, à l'ouverture des travaux de la première réunion du groupe de travail intersectoriel, M. Benbahmed a mis en exergue «l'importance de la démarche intersectorielle, inclusive et collaborative entre les différents acteurs». Il a instruit, à l'occasion, l'ensemble des parties concernées «d'adopter une méthodologie constructive, en vue d'une solution pérenne à cette problématique, en veillant à intégrer pleinement la production nationale et susciter son développement pour les produits d'oncologie, ainsi qu'à l'adhésion tous les intervenants, y compris la PCH, au système de veille stratégique à travers la plateforme numérique dédiée au suivi des programmes d'importation et de production des produits pharmaceutiques», conclut le communiqué.

S. N.

EXPORTATIONS

Portes ouvertes sur l'exportation des services les 12 et 13 octobre

L'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), en collaboration avec la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX), a annoncé, jeudi, l'organisation de portes ouvertes sur l'exportation des services, les 12 et 13 octobre 2021 au siège de l'Agence et au niveau des 58 wilayas du pays.



Organisées sous le patronage du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations à travers les 58 wilayas du pays sous le slogan: «Exportation des services, une nouvelle vision vers une économie intégrée», ces portes ouvertes verront la participation de tous les ministères et instances concernées du secteur au profit des opérateurs économiques intéressés, a précisé l'ALGEX sur son site web.

L'objectif principal de cette manifestation économique étant de renforcer les efforts du gouvernement pour passer d'une économie basée sur les hydrocarbures à une économie diversifiée.

Cette manifestation vise aussi à encourager l'exportation des services et les méthodes de parvenir aux marchés extérieurs,

inciter les exportateurs du secteur des services à améliorer la qualité de leurs prestations et à connaître les tendances des marchés mondiaux ciblés, déterminer et surmonter les obstacles relatifs aux opérations d'exportation des services par la présentation des problématiques que rencontrent les exportateurs des services.

Elle aura à évaluer le secteur des services en tant que partenaire principal dans le soutien de l'économie algérienne et sa contribution dans le produit intérieur brut (PIB), ainsi qu'à mettre en exergue l'importance des nouveaux investissements dans l'augmentation du rendement du secteur des services et l'amélioration de sa performance économique, en définissant la capacité d'accueil annuelle du secteur des services dans l'offre des nouvelles

opportunités de travail, a ajouté ALGEX. Au programme, une mini exposition des exportateurs des services au siège de l'ALGEX, l'organisation de deux journées d'études consacrées à la programmation des ateliers techniques et les interventions des représentants des secteurs ministériels spécialisés et des instances publiques ainsi que des experts en cette matière. Les secteurs des services ciblés pour prendre part à cette manifestation concernent l'ensemble des sociétés activant dans le domaine du numérique et des techniques de communication et de l'information ainsi que les technologies de l'information et de la communication et les services numériques dans l'information, la communication, le bâtiment, les travaux publics, l'hydraulique, les logiciels, les applications, la

logistique, le transport et les conseils d'affaires. Il s'agit également des sociétés activant dans les services après-vente, la sous-traitance, les professions libres, le tourisme et voyages, les prestations financières, l'assurance, la formation dans les domaines de l'enseignement supérieur, la formation professionnelle, le sport, le cinéma et les services d'accompagnement pour obtenir les certificats de conformité et de qualité. L'ALGEX appelle tous les opérateurs économiques activant dans le secteur des services, des petites entreprises et des startup, à participer à cette manifestation, ajoutant qu'ils peuvent télécharger le programme des ateliers ainsi que le fichier de publicité relatif à ces portes ouvertes sur son site web.

H. B.

FORUM 5+5 TRAVAIL

L'importance du dialogue social dans le développement durable soulignée

LE MINISTRE du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abderrahmane Lahfaya a mis en avant jeudi à Alicante (Espagne), l'importance de mener un dialogue social «responsable, objectif et raisonnable» dans l'amarce et la garantie du développement durable, a indiqué le ministre dans un communiqué. Intervenant lors des travaux de la deuxième séance du Forum 5+5 des ministres du Travail et de la Formation professionnelle, organisé à Alicante, M. Lahfaya a affirmé que «le dialogue social responsable, objectif et raisonnable est le meilleur moyen pour

prendre des décisions cruciales au profit des différentes parties prenantes de la production, à commencer par l'intérêt commun entre les parties en question, afin d'amarcer et garantir le développement durable», mettant l'accent sur «le rôle efficace qu'accomplit le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) à cet effet». Pour le ministre, «les réunions bipartites et tripartites ont contribué à la prévention des contentieux collectifs, et constituent un mécanisme stratégique pour l'encadrement du dialogue social avec les partenaires sociaux et

économiques». Par ailleurs, il a indiqué que l'espace méditerranéen permettrait de «partager les bonnes pratiques en matière de protection et de dialogue sociaux», affirmant que «l'adoption des valeurs du dialogue social et les principes de la justice sociale permet de parvenir à des solutions consensuelles, prévenir des différends et consolider la compréhension, c'est-à-dire maintenir la paix sociale et booster le développement durable». Pour conclure, M. Lahfaya a formé le vœu de voir les travaux de cette rencontre «couronnés par des recommandations à la hauteur des

aspirations des peuples de la Méditerranée dans le cadre du respect mutuel et des principes de bon voisinage».

Plutôt dans la matinée, le ministre est intervenu lors de la première séance consacrée au thème «Ripostes socioprofessionnelles au Covid-19: défis et opportunités», pour passer en revue la stratégie adoptée par l'Algérie pour faire face aux incidences socioéconomiques de la pandémie, rappelant les mesures initiées par notre pays pour préserver les activités des entreprises économiques et les emplois.

M. B.

AUTISME À ANNABA

Des parents exigent des centres spécialisés pour leurs enfants

Des parents d'enfants autistes ont tenu jeudi dernier, devant le siège de la wilaya d'Annaba, un sit-in pour exiger des autorités des centres spécialisés pour la prise en charge de leur progéniture atteinte d'autisme.

L'autisme, cette maladie qui se traduit par un trouble neuro-développemental qui ne guérit pas et nécessite un suivi approprié s'articulant sur des stratégies éducatives à suivre tout au long de la vie de l'autiste, est un handicap dont la prise en charge requiert des structures spécialisées à même de lui permettre d'avoir une autonomie et d'éviter le «sur-handicap», a affirmé au *Jeune Indépendant* la mère d'un enfant autiste.

Selon cette mère, les autorités devraient être à l'écoute mais aussi au service des parents et de leurs enfants autistes. Plusieurs parents d'enfants autistes ont été confrontés, dans un passé récent, aux retards enregistrés dans la concrétisation d'un centre de pédopsychiatrie. En dépit des projets de réalisation de centres régionaux de pédopsychiatrie prévus par le ministère de la Solidarité, aucune suite favorable à cette opération, constituant une lueur d'espoir aussi bien pour les familles de ces malades que pour les associations créées à cet effet, n'est venue soulager leur longue attente.

Les subventions émanant de la wilaya et de l'APC, auxquels s'ajoutent les dons de certaines âmes charitables, sont insuffisants eu égard à la spécificité et à la nature même de la prise en charge dont ont besoin ce genre de malades, a-t-elle expliqué, citant au passage les difficultés rencontrées par l'entourage du malade. Ce sont, a-t-elle déplo-



ré, des naufragés sur leur propre bateau, qui ne cessent de ramer pour tenter d'échouer sur l'île de l'espoir et se proclamer une identité parmi les autres entités de malades afin de se trouver une place dans notre société. Un membre d'une association d'enfants autistes, qui réunit aussi bien des parents d'autistes que des proches et amis, se veut être un médiateur pour véhiculer le message de détresse des autistes et de leur famille, ainsi qu'un promoteur de statut identitaire. Il invite toute personne à œuvrer à concrétiser ce projet, rappelant qu'un bienfaiteur avait manifesté sa volonté de réaliser ce rêve mais qu'il est malheureusement mort avant d'entamer les travaux de ce projet, destiné à mieux prendre en charge ces malades. Selon les chiffres de l'OMS, il y a un autiste sur 3 000 naissances en Algérie, a tenu à indiquer le

membre de l'association, précisant que l'autisme est détectable à partir de 18 mois. Le centre spécialisé pour autistes est une nécessité vitale dans toutes les circonscriptions de la wilaya d'Annaba, compte tenu du nombre qui ne cesse d'augmenter de jour en jour ainsi que de l'absence de structures spécialisées pour autistes, en dehors de l'espace occupé en cohabitation au sein de l'hôpital psychiatrique.

On recense plus de 500 000 autistes en Algérie mais très peu de places sont retenues pour la prise en charge de ce genre de malades souffrant dans l'indifférence presque totale de la société. Selon lui, la réussite dans la prise en charge des autistes demeure tributaire d'une considération spécifique de cette maladie, d'où l'importance de leur accorder une distinction particulière par rapport aux autres malades.

C'est du moins l'expérience des pays développés et certains en voie de développement tels que la Tunisie, qui l'a démontré en optant pour une prise en charge comportant, dès le plus jeune âge des autistes, une approche éducative spécifique, lui donnant ainsi le moyen de participer à la vie sociale et permettre leur insertion.

Le père de deux enfants autistes, qui a évoqué la difficulté liée à l'encadrement de «cette catégorie d'enfants en milieu hospitalier», a enfin lancé un véritable SOS à travers lequel il invite tous ceux qui, de près ou de loin, seraient impliqués et pourraient apporter un plus pour la reconnaissance de l'autiste, son insertion sociale et sa prise en charge. Il ne faut pas oublier, a-t-il conclu, qu'il n'est jamais trop tard et que, surtout, nul n'est à l'abri.

Nabil Chaoui

ASSOCIATION EL-BADR

Le cancer du sein demeure un enjeu de santé publique majeur

A L'IMAGE de ce qui se fait dans les grandes capitales du monde en ce mois d'octobre rose, le mois mondial de lutte contre le cancer du sein, en Algérie, et plus particulièrement à Blida, et ce pour la douzième année consécutive, l'association El-Badr, comme à l'accoutumée, se mobilise contre cette maladie et mise tous ses efforts sur la sensibilisation des femmes au dépistage, à travers un programme aussi riche que varié.

Cet événement, malgré la Covid-19, représente pour l'association une occasion de rappeler que cette maladie demeure, malgré les progrès thérapeutiques, un enjeu de santé publique majeur. Le cancer du sein est en haut de la liste avec 14 000 nouveaux cas par an. Première cause de décès par cancer chez la femme en Algérie, le cancer du sein emporte près de 3 500 femmes chaque année. Une femme sur huit sera concernée dans sa vie par le cancer du sein. Aujourd'hui, le dépistage est une arme efficace contre cette maladie. Détecté à un

stade précoce, le cancer du sein peut non seulement être guéri dans plus de 90% des cas, mais aussi être soigné par des traitements moins agressifs ou entraînant moins de séquelles.

Devant l'absence d'un programme de dépistage organisé en Algérie, les femmes qui réalisent leur mammographie le font à la demande du médecin ou de leur propre initiative. Il est donc indispensable de poursuivre la mobilisation et l'information des femmes ainsi que celle de l'ensemble des acteurs de santé.

A l'occasion d'Octobre rose 2021, l'association El-Badr d'aide aux malades atteints de cancer s'investira activement dans une campagne d'information et de sensibilisation pour rappeler aux femmes que le dépistage se fait tous les deux ans à partir de 40 ans, et les aider à prendre une décision éclairée en répondant à leurs questions et ainsi les motiver à faire le premier pas vers le dépistage. Les actions de l'association vont se succéder tout au long du mois

d'octobre avec des conférences destinées au grand public, une randonnée de solidarité à Chréa, des mammographies de dépistage chez quelques radiologues gratuitement ou à un prix très réduit, ainsi que des stands d'information (affiches banderoles, dépliants) pour le public féminin dans les grandes surfaces, des interventions à travers les médias, et enfin le train rose, en partenariat avec la SNTF les 13, 14 et 15 octobre.

Notons que pour la quatrième année consécutive, l'association El-Badr se focalise sur la prothèse mammaire externe qui est la solution, en attendant une reconstruction mammaire qui ne peut intervenir qu'après plusieurs mois.

Dans ces moments difficiles, l'association offre chaque année 100 prothèses à des femmes ayant subi une ablation. Tous les cancérologues recommandent aux femmes de faire un dépistage très précoce afin d'avoir plus de chances de guérison.

T. Bouhamidi

LUTTE CONTRE LE SIDA

L'urgence de mettre fin aux «inégalités» dans le monde

L'ÉRADICATION du sida et d'autres pandémies dans le monde passe par la lutte contre les «inégalités» qui en sont à l'origine, a plaidé jeudi l'Onusida-Algérie, mettant en garde contre le risque d'une «résurgence» du VIH. «L'ONUSIDA souligne le besoin urgent de mettre fin aux inégalités qui sont à l'origine du sida et d'autres pandémies dans le monde. Sans action audacieuse contre les inégalités, le monde risque une résurgence du VIH ainsi qu'une pandémie prolongée de COVID-19 et une crise sociale et économique en spirale. Quarante ans après le signalement des premiers cas, le VIH menace toujours le monde», indique l'Agence onusienne, dans un communiqué. A quelques semaines de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la maladie, le 3 décembre 2021, la même source considère que le risque de «résurgence» est dû «non pas au manque de connaissances ou d'outils, mais aux inégalités structurelles entravant les solutions éprouvées au VIH».

Tout en déplorant que le monde ne soit pas «sur la bonne voie pour tenir son engagement commun de mettre fin au sida d'ici 2030», elle souligne «l'urgence de mettre fin aux inégalités économiques, sociales, culturelles et juridiques» pour y parvenir.

«Bien qu'il y ait une perception qu'une période de crise n'est pas le bon moment pour donner la priorité à la lutte contre les injustices sociales sous-jacentes, il est clair que sans cela, la crise ne peut pas être surmontée. La lutte contre les inégalités est une promesse mondiale de longue date, dont l'urgence n'a fait que croître», poursuit l'Onusida, rappelant l'engagement, en 2015, de «tous les pays à réduire les inégalités», au niveau interne et entre les Etats, et ce, dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Un engagement réaffirmé, est-ajouté, dans le cadre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 et de la Déclaration politique sur le sida, adoptée lors de la Réunion de Haut niveau des Nations Unies sur le sida en 2021.

«En plus d'être essentielle pour mettre fin au sida, la lutte contre les inégalités fera progresser les droits humains des populations clés et des personnes vivant avec le VIH, rendra les sociétés mieux préparées à vaincre la COVID-19 et d'autres pandémies, soutiendra la reprise économique et la stabilité et, enfin, sauvera des millions de vies et profitera à la société dans son ensemble», explique encore l'Agence onusienne. Pour atteindre cet objectif, cette dernière préconise «un changement transformateur», les politiques, y compris économiques et sociales, devant «protéger les droits de chacun et prêter attention aux besoins des communautés défavorisées et marginalisées». «Les politiques visant à lutter contre les inégalités peuvent être mises en œuvre, mais nécessitent que les dirigeants fassent preuve d'audace. Les gouvernements doivent, à présent, passer de l'engagement à l'action, promouvoir une croissance sociale et économique inclusive et éliminer les lois, politiques et pratiques discriminatoires afin de garantir l'égalité des chances», insiste l'Onusida. Et de conclure en alertant les Etats du monde sur le fait que «les inégalités nous affectent tous, peu importe qui nous sommes ou d'où nous venons».

H. B.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Icha					
	04:58	12:16	15:31	18:01	19:24	05:02	12:21	15:36	18:05	19:28	05:17	12:35	15:50	18:20	19:43	05:10	12:26	15:44	18:13	19:32	05:24	12:42	15:57	18:27	19:49	05:29	12:47	16:02	18:32	19:54	05:32	12:50	16:05	18:35	19:57

INDÉPENDANT

N° 7112 — SAMEDI 9 OCTOBRE 2021



	Maximales	Minimales
Alger	24°	16°
Oran	26°	14°
Constantine	20°	11°
Ouargla	29°	17°

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net

HOMMAGE À RABAH DERIASSA

Un chercheur, un géant et un interprète sublime du genre bédouin renouvelé

Rabah Deriassa a créé un genre bédouin merveilleux en se basant scrupuleusement et fondamentalement sur le bédouin authentique grâce à ses talents inégalés mais surtout sur son travail et ses recherches. Cet artiste infatigable a permis au genre bédouin de resplendir. Ses capacités artistiques étaient reflétées par une voix d'or, une voix de grands interprètes de l'opéra, avec un souffle époustouflant.

Il a réussi à imposer ce genre bédouin, estimé et aimé par le peuple algérien mais concurrencé par la vogue populaire d'autres genres musicaux. Il est devenu un géant bédouin, attirant toujours de nouveaux fans. Il s'est rendu célèbre non seulement en Afrique du Nord mais aussi au Moyen-Orient, au Koweït, en Arabie Saoudite et en Egypte.

En Algérie, il était très connu notamment pour ses chants sur l'indépendance algérienne même s'il a écrit des chansons sentimentales, principalement sur l'amour de la maman.

Rabah Deriassa a aussi composé son chef-d'œuvre, une œuvre d'opéra musicale, Hizia. Il a ainsi rehaussé la prestance et la solidarité des habitants du Sahara. En plus de sa valeur d'auteur, d'interprète et de compositeur, il avait une forte personnalité avec de hautes qualités morales et intellectuelles. Il était très pieux, s'accompagnant toujours du Coran dans ses déplacements sur le territoire national et à l'étranger. Parfois, il était un peu orgueilleux.



Personnellement, en qualité de journaliste, j'ai eu l'occasion de faire à son sujet un article sur un quotidien national.

Malheureusement, le texte est paru, trop serré dans une page remplie d'informations ce jour-là. Mais pour lui, c'était juste un

petit brin d'ombre. Par moment, il semblait chagriné, mais ce changement d'humeur n'était en fait que le rebondissement d'une qualité noble et sage.

Il était loin de ne penser qu'à la grandeur. Pour Rabah Deriassa, ce qui comptait le plus, c'était le bon résultat après le travail et l'effort consenti. Il n'aimait pas la médiocrité. Pour lui, tous les Algériens, quel que soit leur niveau, pouvaient accomplir des miracles et des exploits. Les Algériens, selon lui, étaient très actifs et il voulait que tous soient de bons ingénieurs, de bons docteurs, de bons éducateurs et aussi de bons responsables.

Il aimait que l'Algérie réussisse car, selon lui, elle en avait les moyens. Il a su, par ses efforts et ses inlassables recherches, faire aimer, sur le plan international, un simple élément de notre patrimoine. Comme Idir pour l'art amazigh, ou Khaled pour le raï, Rabah Deriassa a élevé au niveau international notre patrimoine ancestral. Nous lui en sommes reconnaissants et nos pensées ne l'oublieront jamais.

Kamel Cheriti

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Le débit internet revu à la hausse

ALGÉRIE TÉLÉCOM a annoncé dans un communiqué publié avant-hier une révision à la hausse des débits fournis à ses clients et l'entrée en vigueur d'une nouvelle tarification. Ainsi, pour une connexion avec un débit allant jusqu'à 15 Mbps, le tarif proposé est de 1 999 DA par mois. Tandis que pour un débit atteignant les 50 Mbps, il faudra désormais compter 3 599 DA. «Le débit jusqu'à 10 Mbps au prix de 1 600 DA sera l'entrée de gamme de la nouvelle offre», précise l'opérateur historique de téléphonie fixe et monopole public de l'internet ADSL. Algérie Télécom explique par ailleurs que les abonnés ayant un

débit de 4 Mbps seront basculés automatiquement à 10 Mbps pour le même tarif, soit 1 600 DA, et que le débit atteignant les 20 Mbps sera désormais affiché «au prix exceptionnel de 2 599 DA». En ce qui concerne les clients actuellement abonnés au débit jusqu'à 20 Mbps, ces derniers seront quant à eux, selon l'éligibilité, basculés automatiquement vers la nouvelle offre allant jusqu'à 50 Mbps, et qui est affichée au prix de 3 599 DA. Le communiqué précise toutefois que dans le cas où les clients ne sont pas éligibles, «ces derniers bénéficieront d'un traitement spécifique.» Enfin, pour ce qui est du débit jusqu'à 100

Mbps du service Idoom fibre, le prix passe à 6 999 DA, au lieu de 7 999 DA. «Avec cette nouvelle gamme d'offres, Algérie Télécom tient son engagement à rendre le haut et le très haut débit accessible à l'ensemble des foyers en Algérie», conclut le communiqué. Algérie Télécom est souvent très critiquée pour la mauvaise qualité de la connexion internet, l'une des plus faibles au monde. Elle agit ainsi sur les prix pour satisfaire sa clientèle, sans pour autant offrir des garanties quant à la vitesse de connexion, qui demeure l'une des plus faibles au monde.

M. B.

COVID-19

Réception de 200 concentrateurs d'oxygène en provenance du Qatar

UNE CARGAISON de 200 concentrateurs d'oxygène, don de l'Etat du Qatar à l'Algérie dans le cadre du soutien aux efforts de lutte anti-covid-19, a été réceptionnée mercredi à l'aéroport international Houari Boumediène, a indiqué le ministère de la Santé dans un communiqué.

Un avion de Qatar Airways a atterri mercredi après-midi en Algérie «transportant 200 concentrateurs d'oxygène, don de l'Etat du Qatar frère à notre pays dans le cadre du soutien aux efforts de lutte anti-covid-19», précise la même source. Les concentrateurs ont été réceptionnés en présence du

Secrétaire général (SG) du ministère de la Santé, Abdelhak Saihi, de l'Ambassadeur de l'Etat du Qatar à Alger, Abdulaziz Ali Al Naama et le Directeur général chargé des pays arabes au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Bouziane.

Intervenant à cette occasion, M. Saihi a exprimé sa «haute» considération au «noble» élan de solidarité initié par l'Etat du Qatar, lequel reflète «la profondeur des relations de fraternité et d'amitié entre les deux pays frères», conclut le communiqué.

T. R.

ENVIRONNEMENT

L'impératif d'associer la société civile dans les projets du secteur souligné

LA MINISTRE de

l'Environnement, Samia Moualfi a mis l'accent, jeudi à Alger, sur l'impératif d'associer la société civile dans les différents projets et activités du secteur.

Dans son intervention lors des travaux de la réunion nationale des cadres du secteur de l'Environnement, Mme Moualfi a qualifié la société civile de «partenaire fondamental et efficace» dans la mise en œuvre de la stratégie sectorielle.

Les cadres centraux du ministère, les directeurs généraux des entreprises sous tutelle et les directeurs de wilayas de l'environnement ont pris part à cette réunion qui a porté sur les modalités de gestion et de concrétisation sur le terrain des projets du secteur.

Dans ce contexte, la ministre a affirmé que les directions de wilayas constituent «la structure de base du secteur et le trait d'union entre l'administration centrale, les opérateurs économiques, la société civile, les porteurs d'idées et de projets émergents, et tous les acteurs au niveau local».

Elle a appelé, à ce titre, à redoubler d'efforts afin de simplifier les procédures, rapprocher l'administration du citoyen, adopter la numérisation et lutter contre toutes les formes de bureaucratie, notamment en ce qui concerne l'accompagnement permanent des maîtres d'ouvrage. Aussi, a-t-elle relevé l'importance d'établir une communication permanente avec les acteurs du secteur et de veiller à ne pas entraver les projets, «dans le cadre du respect des lois».

Mme. Moualfi a souligné la nécessité de répondre aux préoccupations des différents acteurs, notamment celles de la société civile.

Elle a également mis l'accent sur la nécessité d'intensifier le travail, la coopération et la coordination entre les instances et les entreprises sous tutelle, afin d'échanger les informations et des expériences et d'assurer l'efficacité dans la mise en œuvre des projets.

Par ailleurs, elle a recommandé d'accorder davantage d'attention à l'encouragement du partenariat public-privé dans le domaine de la collecte, du transport, du tri et du traitement des déchets.

Il s'agit aussi de veiller, a-t-elle suggéré, au développement des filières de valorisation des déchets, et à la concrétisation des mesures visant à développer un cadre réglementaire pour parvenir à une économie circulaire, outre le travail et la coordination avec les parties concernées afin de restaurer le couvert forestier ravagé par les incendies et la préservation des milieux naturels et la biodiversité.

M. D.